

Actuellement, il est estimé qu'environ 21 milliards \$ des dépenses publiques en développement sont destinés chaque année aux effets du changement climatique, la plus grande partie allant à des mesures d'atténuation. Le montant total requis pour le financement du climat équivaut à plusieurs fois ce chiffre. Si la communauté internationale veut vraiment « un New Deal mondial », elle devrait prendre au sérieux ses engagements financiers et les ajuster en fonction des besoins, tel que pour la crise financière et la lutte contre l'extrémisme politique, suggère l'étude.

Selon le rapport, la difficulté qu'il y a à atteindre même les niveaux actuels d'aide au développement indique que le financement mondial pour le changement climatique nécessitera un effort bien plus important de la part des pays avancés pour lancer une initiative plus musclée contre le problème du climat et soutenir la coopération internationale. Mais cela demandera également un effort de la part des pays en développement pour mobiliser une plus grande part de leurs ressources destinées à des investissements moins polluants pour une nouvelle croissance plus viable.

Perspectives

Pour remédier aux effets du changement climatique, il est nécessaire d'avoir des approches différentes pour les pays développés et pour les pays en développement, suggère l'étude. Les solutions axées sur les marchés, y compris la création d'un marché du carbone, grâce à des mécanismes d'« échange des droits d'émission » ou d'imposition dans les pays développés, ne constituent pas la bonne marche à suivre pour les pays en développement. « Peut-être que la perspective la plus raisonnable, la plus tournée vers l'avenir est de reconnaître que les marchés du carbone continueront à croître mais que le rythme et l'échelle ne seront pas suffisants pour aider les pays en développement à rompre les contraintes financières accompagnant l'emprunt d'une voie de développement à faible taux d'émission », déclare le rapport.

De préférence, l'étude propose que l'option retenue pour les pays en voie de développement devrait représenter une combinaison d'investissements à grande échelle et d'interventions actives en termes de stratégies. Cela demanderait un engagement politique robuste et soutenu des gouvernements des pays en développement et, tout aussi essentiel, un appui important et efficace en faveur à la fois d'un financement et d'un transfert de technologie.

Le rapport établit une série de mesures multilatérales possibles pour encadrer un programme d'investissement global, y compris un fonds global pour les énergies non polluantes, une tarification préférentielle de l'énergie provenant de sources d'énergies renouvelables en vue d'encourager le transfert de technologies non polluantes.

Accompagnées de solides interventions gouvernementales au niveau national, celles-ci peuvent guider le secteur privé, ajoute le rapport, en récompensant les pays en développement pour des initiatives allant dans cette direction, tel que le programme du Brésil pour l'éthanol et le programme de la Chine pour les énergies renouvelables. En guise d'exemple de réussite, le rapport cite l'Autorité de la Vallée du Tennessee aux États-Unis, qui a aidé à fournir l'énergie qui a transformé toute une région après la Seconde Guerre mondiale.

Selon l'étude, la grande différence cette fois-ci, « c'est que le nouvel accord d'investissement nécessaire pour relever le défi du changement climatique doit être reconnu comme un projet véritablement mondial. »

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Organisation météorologique mondiale, Genève

Marie Heuzé, Conseillère principale, adresse électronique : mheuze@wmo.int, tél : 022 791 97 41 o 022 791 97 42

Gaëlle Sévenier, Chargé de l'information, adresse électronique : gsevenier@wmo.int, tél : +41 22 730 8417

Sur Internet : www.un.org/esa/policy/wess

EMBARGO Jusqu'au 1 septembre, 16:00GMT

Étude Sur la Situation Économique et Sociale dans le Monde, 2009

Promouvoir le Développement, Protéger la Planète



Nations Unies

Communiqué de Presse

Un rapport de l'ONU affirme que la solution au changement climatique passe par un investissement dans des stratégies de forte croissance à faible taux d'émission pour les pays en développement

GENÈVE, 1 SEPTEMBRE — Alors que les négociations en vue d'un nouvel accord sur le changement climatique entrent dans leurs phases finales avant la Conférence sur le changement climatique de Copenhague en décembre prochain, les Nations Unies publient aujourd'hui un rapport qui analyse les exigences croissantes auxquelles font face les pays en développement alors que les menaces d'un monde en plein réchauffement viennent s'ajouter aux difficultés de développement déjà anciennes.

Le rapport intitulé *Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2009 : Promouvoir le développement, protéger la planète*, publié par le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, est peu optimiste sur la faisabilité de démarches ad hoc graduelles, lui préférant une forte poussée des investissements pour, à la fois, assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aider les communautés à surmonter le changement climatique, et invoquant le besoin de politiques plus franchement intégrées face aux défis posés par le développement et le climat. Celui-ci n'hésite pas à décrire l'importance des ajustements qui devront être entrepris par les pays, quel que soit leur niveau de développement, afin de réaliser des progrès dans ce domaine. De même, il insiste sur le fait que les pays avancés devront fournir davantage de ressources et faire preuve de beaucoup plus de leadership que par le passé.

Selon le rapport, la participation active de tous les pays en vue de remédier au changement climatique n'aura lieu que si les pays en développement peuvent maintenir une croissance économique rapide. Pour ce faire, il faudra satisfaire les besoins énergétiques croissants des pays en voie de développement : la capacité de production d'énergie des pays en développement devrait représenter le double de celle des pays développés au cours des décennies à venir. La question s'impose alors à l'intention des négociateurs du changement climatique, à savoir comment des pays pauvres peuvent s'assurer un développement caractérisé par un faible taux d'émission et une forte croissance.

Les technologies (des immeubles consommant peu d'énergie aux nouvelles souches de culture résistant à la sécheresse, en passant par les énergies de remplacement les plus avancées) qui permettraient aux pays en développement de s'embarquer sur la voie du développement durable existent déjà. Mais leur coût est souvent prohibitif et, comme le dit le rapport, une telle transformation exigerait « un niveau d'assistance et de solidarité internationales rarement atteint en dehors des périodes de guerre. »

Le rapport conteste le raisonnement selon lequel le problème du changement climatique pourrait être simplement résolu par une baisse généralisée des émissions de tous les pays par rapport à leur niveau actuel ou en se basant uniquement sur des solutions axées sur le marché afin de générer les investissements nécessaires.

Le rapport constate que « les pays en développement sont confrontés à des défis bien plus considérables que ceux des pays développés et ce, dans un environnement beaucoup plus difficile. » La croissance économique demeure une priorité pour eux, non seulement afin de réduire la pauvreté, mais également en vue de combler

progressivement l'immense écart des revenus par rapport aux pays riches. « L'idée de geler les inégalités mondiales à leur niveau actuel au cours des cinquante prochaines années ou plus (pendant que le monde tente de résoudre le problème du climat) est économiquement, politiquement et moralement inacceptable », soutient le rapport.

Dans la préface du rapport, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, affirme que l'*étude* « démontre de manière convaincante la nécessité de résoudre simultanément les problèmes que posent le climat et le développement, en reconnaissant les liens qui existent entre les deux et en visant à la fois la réduction des émissions et une forte croissance. Il n'existe pas de recette unique pour atteindre ces objectifs. L'*étude* examine les éléments clés afin de déterminer les meilleures options possibles dont les pays disposent en fonction de leur niveau de développement. »

Divergences entre les discours et les actes

Le maintien des températures planétaires dans des limites sûres est désormais une course contre la montre. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les émissions mondiales doivent baisser de 50 à 80 % d'ici à 2050, ce qui équivaut à une diminution des niveaux de dioxyde de carbone (CO₂) d'environ 40 gigatonnes (Gt) par an (niveau actuel) à 8-20 Gt.

Mais comme le suggère l'*étude*, une meilleure compréhension scientifique et une sensibilisation accrue du public ne se sont pas encore traduites en une solution politique ciblée. Cela est particulièrement vrai de nos jours dans les pays industrialisés, dont les deux siècles de croissance soutenue par le carbone ont provoqué le réchauffement de la planète que nous connaissons. Depuis 1950, les pays avancés ont contribué pour près de trois-quarts à l'augmentation des émissions mondiales, bien qu'ils ne comptent que 15 % de la population du globe. Le non respect par les pays riches de leurs engagements de longue date pour une aide internationale à la réduction de la pauvreté et pour un transfert significatif de ressources et de technologie constitue le principal obstacle à la résolution du problème du changement climatique, déplore l'*étude*.

À économies différentes, perspectives énergétiques différentes

Les pays en développement sont ceux qui ressentent le plus les effets du changement climatique. Ce sont également ceux où les prévisions annoncent l'impact le plus important : des sécheresses plus prononcées dans certaines zones et des précipitations plus intenses dans d'autres dévasteront les ressources en eau et le potentiel agricole de la planète. La fonte des glaciers et l'amenuisement de la calotte glaciaire dans les régions polaires contribuent à l'augmentation du niveau de la mer, menaçant par là même l'existence des petites nations insulaires et des communautés côtières qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour faire face à la situation.

Les estimations citées dans le rapport indiquent que pour chaque augmentation de 1°C dans les températures mondiales moyennes, la croissance annuelle dans les pays pauvres pourrait chuter de 2 à 3 %, sans pour autant entraîner le moindre changement dans la croissance des pays riches. En outre, le rapport souligne que les pays développés ont des taux d'émission par tête 6 à 7 fois supérieurs en moyenne à ceux des pays en développement.

Selon le rapport, un des aspects le plus souvent ignorés dans le débat sur le climat est que les besoins énergétiques des pays en développement sont très différents de ceux des pays développés. Ces derniers disposent de services et d'infrastructures énergétiques en qualité et en quantité suffisantes, voire excessives. Par ailleurs, la plupart des pays en développement ont du mal à produire les services énergétiques de base en raison d'infrastructure inadaptées. Entre 1,6 et 2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'électricité et, d'après les prévisions, le raccordement de ces personnes aux services énergétiques coûterait 25 milliards de dollars par an pendant les 20 prochaines années.

En raison de ces différences criantes, les pays riches et les pays pauvres exigent des stratégies de réduction différentes pour résoudre le problème du changement climatique. Alors que la hausse des prix des combustibles fossiles ou des changements de style de vie pourraient déboucher sur une utilisation accrue des énergies renouvelables dans les pays développés, l'augmentation des prix des combustibles dans les pays en développement mettrait simplement les services énergétiques modernes hors de portée d'un

nombre encore plus important de personnes.

Le rapport estime que le coût pour satisfaire les besoins des « démunis en énergie » est encore modeste, surtout en comparaison des milliards promis par les gouvernements de nombreux pays développés pour sauver leurs secteurs financiers et leurs industries automobiles. « À titre de comparaison, le coût pour introduire 2 milliards de personnes dans le système des services énergétiques modernes représenterait une très bonne affaire », suggère le rapport, soulignant que le montant de l'aide au développement actuellement versée pour l'énergie ne s'élève qu'à 4 milliards de dollars annuellement, alors que des dizaines de milliards de dollars sont nécessaires.

Une percée des investissements pour assurer un avenir viable

Qu'à cela ne tienne, la difficulté de fournir à tous un accès à une forme moderne d'énergie, quelle qu'elle soit, demeure faible en comparaison de celle de satisfaire les fortes hausses de la demande en énergie des pays en développement afin de rattraper leur retard de croissance et de fournir des services énergétiques à des communautés urbaines en plein essor.

Développer des services énergétiques plus propres pour satisfaire cette demande est technologiquement faisable. Néanmoins, un tel changement n'est ni inévitable ni sans conséquence, affirme l'*étude*. Tout en reconnaissant que celui-ci « entraînerait des ajustements socio-économiques sans précédent et potentiellement très coûteux » pour les pays en développement, l'*étude* affirme qu'une telle transformation nécessiterait la création d'« un New Deal mondial » capable d'augmenter les niveaux d'investissement et de canaliser les ressources vers la réduction de la teneur en carbone de l'activité économique et de renforcer la capacité d'adaptation face aux changements climatiques inévitables.

Afin de réaliser des économies d'échelle et de recueillir les bénéfices de l'acquisition des connaissances technologiques, l'*étude* avance que d'importants investissements seraient nécessaires d'emblée, surtout dans le secteur public, pour construire de nouvelles infrastructures énergétiques et effectuer des investissements complémentaires en recherche-développement en vue d'une réduction des coûts. Mais ces efforts seront entravés par des restrictions liées à la mobilisation des ressources nationales et la capacité limitée de nombreux pays en développement à obtenir un financement sur les marchés internationaux, surtout sur les marchés obligataires. Pour orienter les dépenses d'investissement vers la réalisation d'une croissance plus propre, un appui international massif devra se manifester sous forme d'un programme d'investissement mondial.

Combien coûtera cette initiative ?

Les estimations varient fortement en ce qui concerne le montant du financement additionnel nécessaire pour gérer les volets « atténuation » des changements climatiques et « adaptation » à ceux-ci. Celles-ci dépendent souvent de nombreux facteurs, y compris la plage ciblée par les objectifs de réduction des gaz à effet de serre. Ces estimations peuvent aller du modeste chiffre de 0,2 à environ 2 % du Produit mondial brut (PMB), ou de 180 milliards \$ à 1200 milliards \$ par an. Néanmoins, dans la plupart des projections, ces importants investissements ne seraient pas requis avant 2030. Le rapport conteste les idées reçues en suggérant que des investissements additionnels importants dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation devraient avoir lieu le plus tôt possible, au rythme d'au moins 1 % du PMB par an, soit entre 500 milliards et 600 milliards \$. Ne pas penser en ces termes courageux entraînerait un véritable danger débouchant sur la poursuite d'investissements en énergies polluantes pendant plusieurs décennies encore. Mais en maintenant du statu quo ou en n'apportant que des changements marginaux, la perte définitive de PMB projetée serait de l'ordre de 20 %.

En tout état de cause, l'*étude* déclare que les montants en provenance de sources bilatérales et multilatérales actuellement promis et qui devraient être disponibles pour relever les défis climatiques à court terme sont terriblement inappropriés.

Plus de la moitié des coûts supplémentaires de l'atténuation des gaz à effet de serre devraient revenir aux pays en développement, dont les investissements énergétiques pour les décennies à venir devraient augmenter plus rapidement que ceux des pays développés.